

propositions comme en refuser d'autres, et forcément cela représente un certain degré de discrimination, mais je pense que, lorsque le rôle du ministère est bien compris, et je suis certain que dans la plupart des cas il l'est, il est accepté. Des gens le critiquent, et ils sont nombreux, surtout parce qu'ils voudraient voir le ministère faire davantage. Ce genre de critique, lorsqu'elle est faite d'une façon positive, constructive, avec des suggestions, je l'accepte.

● (1602)

Je le demande même parce que nous, au ministère, pas plus d'ailleurs que ceux à la direction des gouvernements provinciaux avec qui nous négocions et collaborons, nous sommes conscients que nous ne détenons pas toute la vérité, et que dans cette recherche de solutions pour la promotion et le développement des régions, dans cette bataille dans laquelle nous nous sommes engagés pour réduire les inégalités, il est évident que nous avons besoin de l'aide, de la collaboration, de l'appui des gouvernements provinciaux, des gouvernements municipaux, de la population en général, mais particulièrement aussi des groupes de l'entreprise privée, de l'entreprise industrielle.

Je voulais dire par ceci qu'il ne nous appartient pas seulement à nous du gouvernement fédéral et uniquement à nous du ministère de l'Expansion économique régionale de combattre les inégalités. Dans mes rencontres avec les premiers ministres et ministres des gouvernements provinciaux, avec qui j'ai de régulières consultations et négociations, je leur faisais remarquer que lorsque le gouvernement fédéral avait décidé d'établir un ministère pour travailler à réduire les inégalités régionales, nous avions ainsi reconnu l'existence de ces inégalités, et nous avions voulu, par la création de ce ministère et le budget qui lui était assigné, participer d'une façon directe à la réduction de ces inégalités. Je disais donc aux premiers ministres des provinces que, s'ils étaient heureux, et ils étaient tous heureux, de cette action et de cette décision du gouvernement fédéral, que nous avions reconnu par notre geste cette situation et un besoin urgent d'agir, ce même besoin existait également au niveau de chacune des provinces, c'est-à-dire qu'il fallait reconnaître qu'il y avait des inégalités dans chacune des provinces et que les programmes et les dépenses des divers ministères provinciaux avaient aussi, comme au niveau fédéral, une incidence importante sur le développement de ces sous-régions.

Voilà pourquoi dans mes négociations au cours des 24 mois depuis lesquels j'occupe ce poste, je me suis toujours efforcé de trouver quelles étaient les régions des provinces qui avaient le plus besoin de notre intervention, mais il fallait, bien sûr, qu'il y ait des possibilités d'intervention. Et on peut, en examinant les ententes qui ont été signées au cours des deux dernières années, constater que ce point de vue que j'ai fait valoir a été reconnu dans une très large mesure par pratiquement tous les premiers ministres des provinces et les ministres provinciaux avec lesquels j'ai eu à négocier.

Notre objectif, de ce côté-ci de la Chambre, c'est un minimum essentiel de bien-être et de prospérité dans toutes les régions du pays. Nous ne pouvons aspirer à une économie forte et dynamique si nos régions demeurent pauvres et sous-développées. Notre économie régionale doit être façonnée à l'image même que nous avons de notre pays, du Canada de demain. Nous devons cependant nous rappeler que nos ressources ne sont pas illimitées. Le bill que nous discutons actuellement nous le prouve. Même l'autre proposition du ministre des

Impôt sur le revenu

Finances (M. Chrétien) qui nous demande enfin de l'autoriser à emprunter 9 milliards de dollars cette année devrait nous indiquer plus que toute autre chose la limitation qui nous est imposée dans l'action et dans le degré des dépenses qui peut nous être permis dans la poursuite de nos objectifs.

C'est là une des situations qui fait que nous nous devons d'être encore plus sélectifs, plus prudents dans le choix des projets que nous devons favoriser pour entraîner cette réduction des inégalités dans les régions. Si je devais dire oui à toutes les propositions qui me sont faites, il est bien évident que c'est beaucoup plus que 500 millions de dollars dont le ministère dispose actuellement que je devrais engager avec les provinces.

On entendait tout à l'heure un représentant progressiste conservateur de la Colombie-Britannique faire état des progrès réalisés au cours des derniers mois dans nos négociations avec le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique et des ententes que nous avons signées et que j'ai signées personnellement, en fait cinq ententes auxiliaires qui engagent le gouvernement fédéral pour des sommes substantielles, en collaboration avec le gouvernement provincial. Il reconnaissait que nous avions fait des progrès. En même temps, il insistait pour que nous continuions nos négociations et il indiquait qu'il y avait des régions de sa province qui avaient grandement besoin de notre intervention. Je lui suis reconnaissant de ses paroles encourageantes à l'égard du ministère et je peux l'assurer que nos conversations et nos négociations avec le gouvernement provincial de sa province se continuent et que, effectivement, la semaine prochaine, à l'occasion d'une conférence à laquelle j'ai été invitée, je me rendrai dans sa province et j'aurai l'occasion de converser avec les ministres provinciaux et constater à quel point nous en sommes rendus dans l'application des ententes que nous avons signées.

Monsieur le président, si j'avais une baguette magique, je formulerais tout de suite le vœu que tous les chômeurs trouvent un emploi, que toutes les régions défavorisées deviennent florissantes, et que tous ceux et celles qui le désirent et qui en ont besoin puissent travailler. Mais, comme on le sait tous, il faut cependant être plus réaliste tout en gardant à l'esprit cette ténacité dont ont fait preuve ceux qui nous ont précédés. Ils voyaient loin, ils avaient confiance et ils ont bâti un grand pays.

Nous, aujourd'hui, qui de temps à autre sommes portés à la critique et un peu à désespérer, nous devrions nous souvenir que ceux qui nous ont précédés et qui ont bâti ce pays avaient à faire face à des difficultés beaucoup plus grandes, avec des moyens beaucoup plus limités que ceux dont on dispose aujourd'hui, et que dans l'ensemble le niveau de la vie dont nous jouissons aujourd'hui devrait nous rendre beaucoup plus optimistes, devrait nous faire garder cet idéal de nos ancêtres.

Nous avons des défis à relever, je suis conscient de cela, et je sais que les Canadiens font confiance à leur gouvernement pour qu'il apporte les correctifs nécessaires, requis par la situation actuelle, non seulement au Canada mais sur le continent nord-américain, dans une conjoncture internationale difficile. Pour répondre aux défis qui nous ont été donnés à notre ministère, nous avons développé plusieurs programmes. Le Canada est un grand pays, comme on le sait, et les besoins comme les possibilités varient grandement d'une région à l'autre. L'administration fédérale verse des milliards de dollars